

Bonsoir, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord je souhaiterais remercier les organisateurs de ce symposium, la Division de la Population des Nations Unies et la Fondation Roselli, pour leur invitation de la Mairie de Barcelone à participer à un débat international comme celui-ci.

Je souhaiterais vous transmettre les salutations du Maire de Barcelone, M. Joan Clos. Depuis quelques années, son encouragement pour que le rôle des gouvernements locaux dans le cadre international soit visible a été un engagement politique de premier niveau.

J'aimerais commencer par rappeler qu'il n'existe pas, pour un sujet aussi important que les migrations, de politique européenne des migrations, bien au-delà d'une coordination des aspects relatifs à la sécurité extérieure et au contrôle des frontières. Les politiques migratoires sont du ressort des États membres et ne sont pas précisément coordonnées.

D'autre part, quand, lors de symposiums internationaux comme celui-ci, nous parlons de migrations, il est nécessaire de tenir compte du fait que nous ne faisons pas référence à un concept abstrait ou lointain. Nous parlons de personnes qui ont émigré depuis leurs pays d'origine principalement pour des raisons économiques. Ces personnes, après avoir « atterri » dans le pays de destination, ont des besoins : ils cherchent un travail, ont besoin d'un logement, s'ils ont des enfants, ils doivent les scolariser, s'ils sont malades, ils ont besoin d'une assistance sanitaire et les jours fériés, ils veulent également profiter d'un jour de congé.

Toutes ces demandes et tous ces besoins finissent par se concentrer dans un espace précis : la municipalité. C'est pourquoi l'Administration locale a dû traditionnellement faire face à ce défi en première instance.

Ces dernières années, la majorité des municipalités d'Espagne ont subi une arrivée continue d'immigrés provenant de pays communautaires tiers. Cette croissance importante, tant en nombre que pour ce qui est de la diversité des origines, oblige les

administrations locales à apporter des réponses efficaces et efficientes, dans un contexte de réduction des ressources pour l'Administration locale.

Et pour aborder le phénomène migratoire, dans toutes ses dimensions, il faut toujours rappeler une chose qui représente une prémisse très claire pour programmer toute action gouvernementale quel que soit son cadre. Cette chose est que le mouvement des personnes d'un lieu à un autre, d'une région à une autre ou d'un endroit de la planète à un autre est un fait historique inséparable de l'histoire de l'humanité.

À ce stade, il est assez évident que dans un contexte avec de grandes différences entre les pays riches et les pays pauvres, entre le nord et le sud, ou entre des sociétés développées ou celles qui sont en voie de développement, les migrations seront d'une intensité considérable puisqu'elles sont le reflet de volontés individuelles, familiales et collectives d'amélioration.

Si à ce déséquilibre dans la répartition de la richesse nous ajoutons la mondialisation en tant que processus multidimensionnel qui suppose un affaiblissement des frontières en tant que mécanisme traditionnel d'aménagement de l'espace, il faut que nous assumions que les migrations en tant que phénomène démographique existeront toujours ces prochaines décennies.

Ceci est une prémisse de base que nous, les responsables politiques, devons assumer et incorporer à la définition des politiques publiques. Ce serait une erreur politique de grande envergure de croire depuis les villes du premier monde que l'arrivée d'immigrés est un fait passager, temporaire, qui cessera ces prochains mois ou ces prochaines années. Ou même de croire qu'il est possible de « sélectionner à l'origine » uniquement des immigrés selon leurs qualifications professionnelles (par exemple les ingénieurs de télécommunications de l'Inde).

C'est pourquoi, en tant que responsables politiques locaux, avec une responsabilité depuis la proximité de nos citoyens, nos rues et places et tous nos quartiers, nous ne pouvons pas nous arrêter à la gestion du phénomène global ou laisser le marché régler seul l'établissement des nouveaux venus dans nos villes. Les

conséquences politiques de l'obstination à ne parler que de la fermeture des frontières ou de se désintéresser de ce qui se passe, mène directement à la rupture des bases sur lesquelles est fondée la cohabitation dans les villes. La xénophobie et l'ultralibéralisme ne sont pas les bases, pour des raisons évidentes, pour rendre possible le fait urbain, le fait de vivre ensembles.

Notre façon d'aborder le phénomène part de la complexité du phénomène migratoire en lui-même et de la conviction que, comme cela a été démontré historiquement, la migration suppose pour les sociétés d'accueil un phénomène complexe qui génère de grandes opportunités mais sans aucun doute également de nouveaux défis.

Soit dit autrement, pour un gouvernement local le fait d'affronter l'arrivée de nouveaux habitants, d'une provenance très diverse, depuis la négation des droits, l'exclusion ou la marginalisation est aussi erroné que de le faire depuis le « buonismo » qui se limite à l'éloge des valeurs de la multi culturalité et la diversité.

Depuis cette perspective complexe, l'expérience récente de notre ville en terme d'opportunité a entraîné, au moyen d'un processus extraordinaire de réglementation¹, l'intégration régulière au marché du travail de plus de 30 000 travailleurs, supposant que Barcelone, pour la première fois dans son histoire, a dépassé le million de lieux de travail. Les grands secteurs de l'économie tels que l'industrie touristique ou la construction n'auraient pas pu atteindre des taux de croissance aussi élevés sans la participation de la population immigrée.²

Un autre élément qui nous permette de voir l'immigration comme une grande opportunité est l'impact sur les variables démographiques. Le rajeunissement de la population et l'augmentation de la natalité qu'a impliquée l'apport de population nouvelle ont entraîné l'inversion des tendances démographiques non désirables comme l'étaient le vieillissement, la très faible natalité et la perte de population.

¹ Sur les réglementations, j'aimerais rappeler que l'Espagne n'est pas la seule à avoir mis en place cette procédure : l'Italie l'a déjà fait il y a deux ans, la Grèce l'a fait en 2005 et la Belgique, il y a cinq ans. Il ne s'agit pas non plus d'une question de droite ou de gauche, le gouvernement conservateur précédent en Espagne a également mené à bien une réglementation et actuellement, aux États-Unis, a lieu une importante réglementation pouvant affecter 12 millions de personnes.

Il est donc évident qu'en termes macroéconomiques ou de la propre structure économique de la ville, l'immigration à Barcelone a créé une grande opportunité, à laquelle il faut ajouter l'enrichissement dans le domaine culturel et social qui renforce notre vocation cosmopolite et aux racines méditerranéennes.

Cependant, c'est dans le domaine des défis que nous devons particulièrement situer l'action des gouvernements municipaux. Les défis auxquels doivent faire face les villes d'accueil d'immigrés le sont tant que notre objectif final est **l'intégration des immigrés dans un contexte de cohésion sociale où la cohabitation est le bien le plus cher.** (Nous n'entendons pas l'intégration comme une simple assimilation des étrangers, il ne s'agit pas non plus de renforcer le regroupement des communautés ethniques en fonction de leur origine en créant la formation de mondes parallèles qui ne communiquent pas).

Cette formulation politique bénéficie dans le cas de Barcelone d'une valeur ajoutée qui dans d'autres villes européennes n'a pas été possible, et qui a supposé un grave inconvénient, et en définitive une grande faiblesse. À Barcelone en 2002 tous les groupes politiques du Conseil Municipal ont établi un accord politique selon lequel l'action du gouvernement municipal en matière d'immigration a été décidée de façon à être extraite du débat partisan, comme meilleure formule pour combattre certaines tentations ultra conservatrices et xénophobes avec une traduction politique très claire et qui nous éloignent de l'objectif de faire de la cohabitation le bien le plus cher.

La politique d'immigration reflétée dans notre Plan Municipal d'Immigration établit des critères et des programmes dont se dégagent des actions gouvernementales très concrètes. Ces objectifs politiques sont essentiellement liés à trois dimensions du phénomène migratoire dans la ville :

1. les conditions de vie des nouveaux venus
2. leur relation avec la population autochtone
3. et les quartiers de la ville en tant que cadre de cohabitation

Dans la première de ces dimensions, nous placerions les services de premier accueil pour les nouveaux venus comme unique service s'adressant spécialement aux immigrés. Parce que le pari ferme pour l'intégration passe par le fait de ne pas établir de services parallèles faisant la différence entre immigrés et autochtones. Ainsi, l'attention sanitaire, l'éducation, l'attention sociale et tous les services publics de la ville se font depuis un seul réseau. (Ce que nous appelons principe de normalisation.)

Cela a impliqué une actualisation et une révision de tous les services publics. Ils se sont renforcés avec des augmentations de ressources importantes afin que la nouvelle demande de service n'aille pas contre la disponibilité de ceux-ci pour la population autochtone, évitant ainsi la concurrence pour les services, si dangereuse en termes de cohabitation et de cohésion sociale. Nous tentons de faire en sorte que ce soit l'ensemble des systèmes de bien-être qui apporte des réponses aux nouvelles et aux anciennes demandes.

En ce qui concerne la deuxième dimension que j'ai commentée, celle de la relation des nouveaux venus avec la population autochtone, il faut dire qu'à Barcelone, nous bénéficions d'un avantage très important. Pendant les années 60, notre ville a accueilli un grand nombre d'immigrés provenant du reste de l'Espagne qui sont également arrivés à la recherche d'un futur meilleur, à un moment de changement de la structure économique et qui, malgré le fait de partager une base culturelle très vaste, sont arrivés dans une ville, provenant d'un monde rural avec tout ce que cela implique et avec une langue propre comme le catalan.

Ce passé récent est devenu une forteresse très importante pour que l'actuel processus d'intégration soit plus facile. À Barcelone, la majorité des familles ont une expérience migratoire récente dans leur entourage le plus proche, et elles se souviennent parfaitement de l'espoir d'une vie meilleure, des difficultés des premiers moments et des opportunités qu'elles ont trouvées dans la ville qui les a accueillies.

Actuellement, l'action du gouvernement municipal met en place des plans d'accueil avec des entités et des associations de la ville qui nous permettent de renforcer la dimension communautaire de la société civile, en convertissant le défi de l'intégration

en un défi partagé par les entités de base qui nous aident, nous orientent et surtout transfèrent le quotidien aux quartiers. Leur travail de socialisation possède une grande valeur ajoutée et totalement complémentaire de l'action de l'administration et des services municipaux.

L'objectif des politiques d'accueil est de fournir aux personnes étrangères nouvelles venues l'accès à l'information et aux ressources qui les préparent à exercer leurs droits et obligations en tant que personnes et que citoyens, dans le but de favoriser leur intégration postérieure.

Enfin, une des dimensions que nous utilisons pour faire face aux défis de l'immigration est l'attention dans les quartiers. Dans ce sens, nous ne pouvons pas détacher la politique d'immigration du reste des politiques encouragées par le gouvernement de la ville. Par exemple, le modèle d'intervention urbanistique que nous développons vise deux objectifs qui nous aident également à répondre à la question de l'immigration : le pari ferme pour une ville polycentrique et qui fait du mélange des utilisations l'élément qui définit la reconstruction de la ville, et d'autre part l'investissement dans l'amélioration de l'espace public en tant qu'instrument de redistribution des salaires et de promotion des quartiers qui se sont justement développés pendant les années 60.

C'est grâce à cette double stratégie que nous voulons éviter la ségrégation de certaines parties de la ville qui pourraient se spécialiser, en se détachant des dynamiques de l'ensemble et également en octroyant une valeur particulière à l'espace public en tant que concept à préserver justement pour la valeur qu'il a acquis en termes de qualité de vie des habitants. La défense de la cohabitation depuis l'espace public est une stratégie qui nous aide à poser les règles du jeu, partagées par tous et qui réglementent le fonctionnement de la ville.

Et nous ne pouvons pas oublier la politique de sécurité. De sécurité dans le sens le plus vaste auquel il faut ajouter les valeurs du civisme et le système de droits et de devoirs.

Nous définissons ainsi le système de droits et devoirs comme l'accord de base avec lequel la ville peut gérer la cohabitation. La reconnaissance de certains droits comme

l'accès aux services indépendamment de la situation légale des nouveaux venus ne peut se détacher du respect des devoirs des citoyens et du respect des valeurs majoritaires de la société d'accueil. Rendre la cohabitation possible en tant qu'obligation du gouvernement municipal passe par l'intervention face à certaines situations qui la menacent et la mettent en danger.

Récupérer l'idée selon laquelle l'état est celui qui détient le monopole de la force, comme l'un des piliers sur lesquels se base la démocratie, est une valeur qu'il faut défendre avec courage, bien que nous sachions que ce n'est pas seulement avec une politique de sécurité que nous affronterons de façon appropriée le défi de l'immigration.

Enfin, je ne voudrais pas terminer mon intervention sans placer la réalité de Barcelone devant le fait migratoire dans sa juste mesure, étant donné que c'est un phénomène très nouveau pour nous et pour lequel nous essayons tout juste une stratégie propre. Cela est récent parce que l'immigration est un sujet politique nouveau pour nous car en 2000 les immigrants étrangers à Barcelone ne représentaient que 6% de la population. Aujourd'hui ils sont 15% et même si la croissance s'est ralentie, cette population continue à croître et nous ignorons l'horizon pour la prochaine décennie. (Il faut rappeler que la grande majorité de ces nouveaux Barcelonais sont arrivés en situation irrégulière).

Nous n'en sommes qu'au début et il faudra voir comment évolue la question des deuxième et troisième générations d'immigrés, leur participation démocratique, les risques de la concentration dans certains quartiers et autant d'inconnues que nous devons observer avec attention en les abordant politiquement de façon appropriée.

Je souhaiterais terminer mon intervention en faisant référence à mes premiers mots. Il est indispensable qu'à ce sujet comme pour d'autres, la vision des gouvernements locaux fasse partie du débat international. J'espère et je désire que dans le débat sur l'Immigration Internationale et le développement qui aura lieu en septembre dans le cadre du forum de l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'impact sur les territoires d'accueil soit très présent dans les esprits, ainsi que les défis que cela impose aux

villes en tant qu'espace de cohabitation, bien au-delà des évaluations strictement structurelles qui sont liées à l'économie et la démographie.

J'espère et je désire que des échanges et réflexions collectifs comme ceux réalisés à ce moment nous donnent la clé de l'interprétation pour conserver l'essence des villes : être des espaces de cohabitation qui permettent un plus grand degré de bien-être, de liberté et de justice sociale.